



20/11/2020

GROUPE RENAULT

119, rue du Point du Jour - 92109 BOULOGNE
BILLANCOURT

☎ 01.76 84.14 33 / 01 76 84.14.34

www.cgt-renault.com - e.mail cgtrenault@gmail.com



Communiqué de presse :

La CGT ne signera pas l'accord d'accompagnement des 2500 suppressions d'emplois dans les Fonctions Globales chez Renault SAS

La direction de Renault SAS a soumis à la signature des organisations syndicales représentatives un projet d'accord pour accompagner les 2500 suppressions d'emplois à l'ingénierie et aux fonctions tertiaires.

Lors des négociations, **la direction n'a présenté aucun plan stratégique pour l'avenir de l'entreprise, ni aucun élément financier justifiant une telle hémorragie des effectifs dans les fonctions globales chez Renault.** Pendant plusieurs semaines, elle a continué ses pseudos négociations, avec une collaboration active des 3 autres organisations syndicales (CFE-CGC, CFTD et FO).

Les organisations syndicales signataires ont obtenu une coanimation du plan de suppression d'emplois voulu par la direction générale pour satisfaire les marchés financiers. Elles se réjouissent de départs volontaires, des dispositifs de reclassement interne, des formations et de la prise en compte des risques psychosociaux, grâce à l'obtention dans le cadre du dialogue social, d'une participation active dans des commissions « risques psycho-sociaux ».

Si l'accord de suppression d'emplois était si favorable aux salarié-es Renault, pourquoi faudrait-il des commissions de prévention ? Les organisations syndicales signataires deviendront « des assistants de santé » au service de la direction d'entreprise.

Le projet de la direction est le premier pas vers la casse de l'ingénierie et des fonctions tertiaires sur le territoire national. Depuis de nombreuses années, Renault a organisé la délocalisation des fabrications vers les pays à bas coût sociaux. Cet accord est la délocalisation des fonctions globales vers des contrées d'exploitation de la « chair humaine ». La France, dans un premier temps conserverait l'ingénierie à « forte valeur ajoutée », sans en définir l'expression, et le pilotage de projet.

Que dire de l'incertitude pour l'avenir des personnes que les directions poussent hors de l'entreprise dans une situation plus qu'anxiogène en France et dans le monde ? Mais également pour les salarié-es qui resteront dans l'entreprise avec des conditions de travail lourdement dégradées ?

La direction de Renault pour arriver à ses fins, maximiser les profits et la rentabilité, est peu regardante sur les coûts d'une telle restructuration qui avoisinerait 1,2 milliard d'euros. L'utilisation d'une telle somme permettrait de développer de nouveaux projets véhicules et motorisations, mais également d'améliorer les conditions de travail et d'emplois des salarié-es de Renault, des intérimaires et prestataires sur l'ensemble des sites Renault en France et à l'étranger.

Cet accord contribue à la destruction de l'industrie en France !

La part de l'industrie dans le PIB de la France est inférieure à 10%, nous sommes le bonnet d'âne de l'Europe, bien loin derrière l'Allemagne et l'Italie ! Une fois de plus le constructeur, comme l'ensemble de la filière automobile en France, utilisent les fonds publics pour leurs délocalisations !

Où sont les promesses de relocalisation industrielle et d'aide à la filière automobile nationale de nos gouvernants et des dirigeants de Renault ? C'est une spoliation du bien commun que sont nos entreprises et industries !

La CGT Renault condamne et combat la suppression des 15000 emplois chez Renault à travers le monde dont 4600 en France.

Alors que des alternatives crédibles existent, la direction préfère apporter aux marchés financiers comme gage de bonne santé la tête de 15 000 salariés dans le monde !

La CGT Renault propose et défend depuis plusieurs mois un [projet industriel social, sociétal et respectueux de l'environnement](#), répondant aux besoins des populations, créateur d'emplois sur tous les territoires où Renault est implanté. Son financement est possible en réorientant une part des 1,2 milliard d'euros prévus dans le plan néfaste de licenciements et de destruction des qualifications et expériences des Femmes et Hommes qui créent la richesse du Groupe Renault.